

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 8 avril 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WESTFALEN FRANCE

Parc d'activité Belle fontaine

57780 Rosselange

Références : ROSSELANGE_WESTFALEN-FRANCE_2024-04-08_RAPVI_AN-RETENTION_CPE_26187
Code AIOT : 0006208342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mars 2024 dans l'établissement Westfalen France implanté Parc d'activité Belle fontaine 57780 Rosselange. L'inspection a été annoncée le 19 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale "rétention et confinement des eaux d'extinction".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Westfalen France
- Parc d'activité Belle fontaine 57780 Rosselange
- code AIOT : 0006208342
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : non

La société Westfalen France est autorisée par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-94 du 16 décembre 2016 modifié à réaliser une extension des installations et la mise en place d'une unité de régénération de fluides frigorigènes sur le site de Rosselange. Le site est classé Seveso seuil bas en raison des quantités d'acétylène présentes sur le site (rubrique n°4719 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Thèmes de l'inspection :

- Rétention
- Consignes de sécurité
- Inventaire des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Inventaire des stocks	Arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 6.1.1	Sans objet
2	Dimensionnement des rétentions	Arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 8.4.1 alinéa I.	Sans objet
3	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 8.4.1 alinéa V. partiel	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 8.5.4 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des éléments contrôlés lors de la visite, l'inspection des installations classées (l'inspection) n'a pas relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des stocks

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, état des matières stockées
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un état des stocks au 19 mars 2024 comportant les éléments prescrits. Il a indiqué que, depuis cette année, un nouveau système de traçabilité informatique est en place : chaque contenant est enregistré lors de la livraison sur le site et directement réparti par produit sur les zones dédiées. Les fiches de données de sécurité des substances et mélanges stockés étaient disponibles au format informatique dans la base de données de l'exploitant. Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 8.4.1 alinéa I.
Thème(s) : Risques accidentels, dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
Constats : L'inspection n'a pas constaté la présence sur site de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, donc de rétention associée. Au regard de ces éléments, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/12/2016 modifié, article 8.4.1 alinéa V. partiel
Thème(s) : Risques accidentels, dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les orifices d'écoulement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. L'exploitant prend toutes les dispositions pour pouvoir recueillir en toutes circonstances l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie. [...] Le volume minimal de l'ouvrage nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'un sinistre est de 597 m ³ . [...]
Constats : L'inspection a constaté que le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre est notamment assuré: <ul style="list-style-type: none">• en stockage aérien sur la plate-forme étanche du site ;• par deux rétentions souterraines reliées entre elles et munies d'une vanne d'isolement dotée d'une commande manuelle et d'une commande automatique. Les plans présentés par l'exploitant permettent de justifier d'une capacité de rétention totale sur le site de 598 m ³ , détaillée comme suit : <ul style="list-style-type: none">- capacité du réseau de collecte avant les travaux d'extension : 11 m³ (dont 4 m³ suite à la mise en place de la seconde rétention) ;- capacité de l'ouvrage de la 1ère rétention : 60m³- capacité de l'ouvrage de la 2ème rétention : 200m³(extension)- capacité de stockage aérienne de la plateforme constituée avec les bordures : 327m³ Au regard de ces éléments, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 8.5.4 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.4.1 ; [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">• à proximité de la vanne d'isolement : l'affichage des modalités de fonctionnement manuel du dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie ;• à l'entrée du site, à proximité du tableau de commande automatique de la vanne d'isolement : l'affichage du fonctionnement automatique du dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie. (ref : WGF-02-MOP1901 révision 2) ;• l'action prioritaire de fermeture de la vanne de sectionnement du réseau de collecte des eaux du site, prévue dans le plan d'opération interne (POI), pour tous les scénarios nécessitant l'intervention des services de secours. Au regard de ces éléments, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite